

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 5 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Plus d'omerta pour Sarko**
- 2) **Sarko-Juju!**
- 3) **L'union fait la force...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Affaires: les anciens alliés de Nicolas Sarkozy brisent l'omerta



Nicolas Sarkozy à Calais, le 21 septembre. © Reuters

Ce fut longtemps un tabou. Un sujet dont les adversaires de Nicolas Sarkozy se délectaient sous cape, mais qu'ils refusaient d'aborder officiellement, de peur de passer pour des mauvais joueurs. Quand ils parlaient de l'ex-chef de l'État, ils évoquaient rapidement son mandat, louaient son énergie, regrettaient qu'elle confine souvent à l'excès, pointaient leurs divergences de fond avec lui, mais ne parlaient jamais de ses démêlés judiciaires. Jamais de ses mises en examen dans l'affaire Bygmalion et dans celle de Paul Bismuth. Jamais des multiples dossiers politico-financiers dans lesquels une trentaine de ses proches sont mis en cause. Tout cela, ils le réservaient au off.

Depuis quelque temps, les choses ont changé. À cinquante jours du premier tour de la primaire de la droite et du centre, et à deux semaines du premier débat télévisé entre les candidats, les langues n'hésitent plus à se délier au grand jour. C'est François Fillon, le premier, qui a décidé de briser l'omerta, fin août, lors de sa rentrée politique de Sablé-sur-Sarthe (Sarthe). « Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs. Il ne sert à rien de parler d'autorité quand on n'est pas soi-même irréprochable. Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? », a-t-il lancé, le 28 août. Une sortie qui a d'abord amusé les sarkozystes, persuadés qu'elle se retournerait contre son propriétaire.

Car les attaques sur les affaires ont jusqu'ici toujours nui à ceux qui les énonçaient et qui passaient pour des diviseurs, au sein d'une droite meurtrie par la guerre Copé-Fillon de 2012, pour la présidence de l'UMP (ex-LR). Or, cette fois-ci, l'effet escompté n'a pas eu lieu, ce qui est en dit long sur l'évolution de la situation politique de Nicolas Sarkozy. Pour la première fois, les nombreuses affaires qui entourent l'ex-chef de l'État et ses proches pourraient lui être fatales. Et c'est précisément la raison pour laquelle la plupart de ses anciens alliés, devenus aujourd'hui des opposants, s'en emparent en place publique.

Le coup le plus violent a été assené la semaine dernière par Jean-François Copé qui, fort de son statut de simple témoin assisté dans l'affaire Bygmalion, a décidé de sortir du silence pour dénoncer le complot politico-judiciaire dont il pense avoir été la victime.

« Bygmalion, ce n'est que l'histoire de la dérive d'une campagne, a-t-il confié au Monde. Vous, quand vous dépassez de 15 km/h la limitation de vitesse, vous êtes renvoyé devant le tribunal. Lui, il voudrait que vous l'élisiez pour ne pas aller au tribunal ! »

« À ces propos, sont venus s'ajouter ceux de Franck Attal, ancien directeur de la filiale événementielle de Bygmalion et organisateur des meetings de Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2012.



© Reuters

Dans une enquête d'« Envoyé spécial », diffusée sur France 2 le 29 septembre, l'homme qui est lui aussi mis en examen dans ce dossier est revenu avec force détails sur la façon dont le compte de campagne de l'ex-chef de l'État a été maquillé grâce à un système de double facturation (entre autres manipulations), pour dépasser 45 millions d'euros à l'arrivée contre 22,5 millions autorisés par la loi. « La vérité, c'est pas une vérité qui m'innocente, a-t-il déclaré. Il aurait été noble que des gens qui prétendent aux plus hautes fonctions de l'État aient au moins le même comportement que le mien. [...] Je suis prêt à m'expliquer avec Nicolas Sarkozy sur un plateau télé, et que l'on défende argument contre argument, les faits qui sont relatifs à mon action à moi dans cette affaire. »

De son côté, l'ancien président continue de contester sa mise en examen et son interprétation par les médias, jurant qu'elle ne porte que sur une infraction « formelle » de dépassement des frais de campagne, comme si la justice n'avait retenu aucun élément intentionnel – un mensonge. Le 5 septembre, le parquet de Paris a d'ailleurs demandé son renvoi devant le tribunal correctionnel pour « financement illégal », reprochant en particulier à Nicolas Sarkozy d'avoir « sciemment » minoré ses dépenses. «

Absolument pas. C'est faux ! C'est une mauvaise information », s'est-il exclamé sur le plateau de "L'Émission politique" de France 2, le 15 septembre. « Nicolas Sarkozy a été mis en examen pour le dépassement, et seulement pour le dépassement, de ses comptes de campagne. C'est le communiqué de presse du parquet de Paris qui a fait une erreur qui a été reconnue », a encore osé son coordinateur de campagne pour la primaire, Gérald Darmanin, au micro de BFM-TV, le 19 septembre.

Placé devant le fait accompli de l'enquête accablante d'"Envoyé spécial", les sarkozystes ont choisi d'attaquer le journaliste qui l'a réalisée, ainsi que le service public qui, après moult remous à France Télévisions, a fini par la diffuser. « C'est ça l'éthique du service public ? C'est ça l'objectivité de l'information ? Bravo Madame Ernotte [Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions – ndlr], bravo le service public ! » s'est agacé Luc Chatel sur LCP. « Il y a un problème avec le service public mais on verra plus tard », a renchéri Roger Karoutchi, sur la même chaîne.

Outre Jean-François Copé, d'autres adversaires de Nicolas Sarkozy à la primaire ont profité de l'occasion pour donner leur sentiment sur le dossier Bygmalion en particulier et sur les affaires en général. « C'est un scandale puisqu'il y a de l'argent public qui a disparu, a déclaré François Fillon sur BFM. Je réclame depuis des mois et des mois que la justice passe et que la justice passe dans des délais qui soient raisonnables. »

Sans vouloir « porter de jugement », l'ancien premier ministre a tout de même regretté l'existence d'« une sorte de relativisme dans notre pays par rapport à toutes ces affaires, le sentiment qu'au fond tout ça n'est pas grave et que ça a toujours été comme ça. Mais ce relativisme a une conséquence : c'est la montée du Front national ». Bruno Le Maire, autre candidat au scrutin de novembre, s'est quant à lui amusé à "troller" l'ex-chef de l'État, en tweetant, pendant la diffusion de l'enquête de France 2, un lien vers son compte totalisant les dons et dépenses de sa campagne, assorti des hashtags #transparence et #EnvoyéSpécial.



Alain Juppé, qui était au même moment en meeting à Villeurbanne (Rhône), n'a en revanche pas dit un mot sur le sujet. Le maire de Bordeaux, lui-même condamné en 2004 dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris, continue d'observer un silence rigoureux sur cette question, estimant qu'il n'a pas besoin de s'engager sur un tel terrain pour rester favori des enquêtes d'opinion. C'est pourquoi, de façon générale, il évite les attaques ad hominem, laissant à ses soutiens, ainsi qu'aux autres concurrents de la primaire – susceptibles de le rallier dans l'entre-deux tours –, le soin de critiquer plus clairement Nicolas Sarkozy.

« Les sarkozystes préparent la défaite »

La campagne de 2012 n'est pas la seule à empoisonner celle que l'ex-chef de l'État est en train de mener dans le cadre de la primaire de novembre. Depuis trois ans, la justice enquête également sur les soupçons d'un financement libyen massif de sa campagne présidentielle de 2007, en s'appuyant notamment sur un document officiel du régime de Kadhafi, révélé par Mediapart, évoquant un accord de principe portant sur 50 millions d'euros. À cette note – taxée de « faux grossier » par Sarkozy, mais désormais authentifiée par les expertises techniques ordonnées par la justice –, vient aujourd'hui s'ajouter le carnet de l'ancien ministre du pétrole libyen, Choukri Ghanem, retrouvé noyé dans le Danube en avril 2012.

Hormis les sarkozystes qui, à l'instar du patron des députés LR Christian Jacob, continuent de juger ces preuves « ridicules », le financement de la campagne de 2007 commence à sérieusement intriguer les anciens alliés de Sarkozy. Interrogé par Mediapart dans son bureau du parlement européen le 28 septembre, Jérôme Lavrilleux, ancien directeur adjoint de la campagne de 2012, lui aussi mis en examen dans l'affaire Bygmalion, fait le raisonnement suivant : « Nicolas Sarkozy a déclaré lui-même aux juges qu'il a fait la même campagne en 2012 qu'en 2007, dans les mêmes salles, avec les mêmes moyens, ni plus ni moins. Or l'enquête judiciaire démontre que la campagne de 2012 a coûté 50 millions d'euros au lieu des 22 autorisés. En 2012, c'est le parti qui a supporté la différence et payé des prestataires [illégalement – ndlr], il n'y a pas eu d'espèces. Mais en 2007 ? Ça veut bien dire qu'il y a eu du liquide en 2007. »



Jérôme Lavrilleux au parlement européen. © Reuters

Quand on le relance sur ce qui aurait pu être réglé en liquide à ce moment-là, ce proche de Jean-François Copé poursuit : « Je ne sais pas, posez-vous la question. Ce que je sais, c'est qu'au lendemain de la présidentielle de 2012 [alors qu'il travaillait encore à l'UMP – ndlr], des représentants du personnel viennent me voir pour se plaindre. Apparemment, ça râle dans les couloirs. Et ils m'expliquent: "C'est la première fois que les salariés du parti n'ont pas de prime en liquide." Je comprends qu'en 2007, les collaborateurs ayant travaillé sur la présidentielle auraient touché l'équivalent de un à trois mois de salaires en liquide ! » Et Jérôme Lavrilleux de suggérer à la justice de traquer ces espèces...

C'est durant cette dernière semaine de septembre pour le moins cauchemardesque pour Nicolas Sarkozy – son "espion", l'ex-patron de la DCRI (aujourd'hui DGSI, Direction générale de la sécurité intérieure), Bernard Squarcini, a également été mis en examen mardi 27 septembre, notamment pour trafic d'influence et violation du secret de l'enquête – qu'un autre ancien proche de l'ex-chef de l'État a choisi de sortir du bois. Dans son livre *La Cause du peuple* (Éd. Perrin), Patrick Buisson dresse un portrait au

vitriol de l'ancien président qu'il qualifie de « ludion narcissique aux Ray-Ban d'aviateur ».

Non content de le présenter comme un homme sans conviction, l'ancien conseiller de Sarkozy l'accuse aussi d'avoir délibérément laissé se dérouler des affrontements lors des manifestations anti-CPE de 2006, pour affaiblir Dominique de Villepin, ce que sous-entendait déjà l'ex-premier ministre à l'époque. « Ce sont des propos de Nicolas Sarkozy. Ce sont des propos que je rapporte très fidèlement. Je rapporte les propos, d'ailleurs je n'ai pas eu besoin de les enregistrer, ils sont suffisamment frappants pour rester gravés dans la mémoire. Je n'ai pas eu besoin de les enregistrer, il le racontait très volontiers et à d'autres interlocuteurs que moi. Ça faisait partie de ses faits d'armes. C'était son Waterloo. Et c'est tout le système Sarkozy là, où dire c'est faire. Non, c'est faire croire », a-t-il confirmé au 20 heures de France 2.

Comme à l'accoutumée, l'ex-chef de l'État a décidé de contrer ces accusations en jouant les martyrs. « Quand on est candidat à la présidence de la République, on doit avoir le cuir épais, très

épais. [...] On ne recule pas, même devant la bassesse, même devant l'outrance, même devant la calomnie, même devant la trahison, a-t-il déclaré à l'occasion d'un déplacement dans l'Oise, le 28 septembre, reprenant la ritournelle qu'il fredonne depuis son retour en politique. Ceux qui pensent qu'il est possible de me décourager doivent savoir qu'ils se décourageront avant moi. » Ses soutiens lui ont sans surprise emboîté le pas en recourant à un argument lui aussi entendu mille fois : si Sarkozy est attaqué, c'est parce qu'il dérange.



Patrick Buisson, en mars 2014. © Reuters

« On dérange le système ? Tant mieux. Ce qui compte, c'est le peuple de #France », a par exemple tweeté le député LR Guillaume Larrivé, sans préciser si le « système » dont il parle est le même que celui auquel Nicolas Sarkozy participe depuis 1983, date de sa première élection à Neuilly (Hauts-de-Seine).

« Ce qui compte, c'est le projet que porte Nicolas Sarkozy, et s'il est attaqué, c'est que ce projet dérange », a enchaîné Éric Ciotti sur BFM-TV. Gérard Darmanin a quant à lui commenté les propos de Buisson en affirmant qu'il ne s'agissait là que de « l'épisode 8 ou 9 de ce que nous avons vécu depuis 2007 en matière d'antisarkozysme ». Cette dernière expression amuse dans les rangs juppéistes. « Ils parlent toujours d'antisarkozysme, mais sans jamais se demander qui le crée vraiment, glisse un proche du maire de Bordeaux. Pour eux, ce sont toujours les autres les responsables. »

Anciens collaborateurs, juges, adversaires à la primaire... Parce que la liste des responsables n'est jamais assez longue pour dédouaner l'ex-chef de l'État et le faire passer pour la victime d'un vaste complot, les sarkozystes viennent

tout juste de l'étoffer, en y faisant entrer... la gauche. Cette gauche si farouchement opposée au retour de l'ex-chef de l'État qu'elle serait prête, craignent-ils, à participer à la primaire de novembre pour éviter qu'il ne l'emporte. À l'initiative du porte-parole de LR Guillaume Peltier, « bébé Buisson » et cofondateur du mouvement ultradroitier « La Droite forte », une pétition a même été lancée pour éviter « cette manipulation, véritable coup d'État socialiste ! » (sic). Une polémique qui, là encore, fait sourire certains proches d'Alain Juppé. « Ils préparent la défaite », glisse l'un d'entre eux.

mediapart.fr

II) Sarkozy-Juppé: la primaire de la droite est-elle déjà pliée?

Il a suffi d'un mois de campagne pour que les candidats dévoilent leurs stratégies et les électeurs, leurs préférences. Mais qu'est-ce qui peut encore faire bouger les lignes et empêcher Alain Juppé d'être fin novembre un Président avant l'heure?



LOIC VENANCE / AFP / Thierry Zoccolan / AFP / LOIC VENANCE / AFP / PASCAL LACHENAUD / AFP



François Bazin Éditorialiste invité
Newsletter Challenges

challenges.fr

La primaire de la droite est désormais sur les rails. On connaît le nom des candidats. Ceux-ci ont

exposé depuis la fin de l'été leurs principaux arguments tout en dévoilant leur programme de manière détaillée. Leurs stratégies respectives sont clairement établies. Il reste encore deux mois avant le vote. C'est beaucoup. Trop peut-être. Il n'est pas sûr qu'en prévoyant une campagne aussi longue – bien plus longue en tous cas que n'avait été celle de la gauche en 2011 - les organisateurs de ce scrutin aient vraiment mesuré les conséquences concrètes de ce choix dont on vérifiera bientôt s'il était ou non celui de la raison et de la prudence réunies.

Pour que les électeurs soient définitivement éclairés, il ne manque plus que des échanges directs, à la télévision, entre les différents prétendants. Un premier débat est prévu le 13 octobre sur TF1. D'autres suivront avec sans doute des records d'audience. On ne voit pas très bien ce qu'il sera alors possible d'ajouter à ce stade de la campagne - hormis du spectacle - pour que le vote final puisse se dérouler dans des conditions qui satisfassent aux critères d'une compétition régulière et, partant, assumée comme telle par ceux qui en sont les principaux acteurs.

Tout cela ne signifie pas que la primaire soit déjà terminée. Elle est sur les rails et peut encore dérailler. Mais elle a débuté dans des conditions telles que faire aujourd'hui un point d'étape, c'est aussi dévoiler ce qui la structure et répondre à quelques questions déterminantes pour quiconque entend en comprendre le déroulement et en prévoir l'issue.

1/ La primaire favorise-t-elle la montée aux extrêmes?

C'est la thèse que soutient notamment François Bayrou et avec lui, une grande partie des commentateurs. Rien pour l'instant ne la confirme. Et Sarkozy dira-t-on? Il est vrai que ce dernier est entré en campagne avec le désir évident d'hystériser le débat sur des thèmes identitaires proches de ceux du Front national. Même sans Patrick Buisson, Nicolas Sarkozy applique ses habituelles recettes de campagne. Faire ce constat, n'est-ce reconnaître qu'avec ou sans primaire, l'ancien Président ne changera jamais? Quelle que soit la nature de la compétition, il recherche la transgression avec l'objectif d'imposer ses thèmes en obligeant ses adversaires à se positionner par rapport à eux.

Or, dans le cadre de la primaire qui se déroule sous nos yeux, on constate précisément que cette manière d'agir a un effet contraire à celui qui avait été annoncé ici ou là.

Loin de provoquer une montée aux extrêmes, elle a poussé les concurrents de Nicolas Sarkozy - à commencer par le principal d'entre eux, Alain Juppé - à assumer, plus encore qu'auparavant, une ligne sinon modérée, du moins plus responsable et, en tous cas, moins vulgairement outrancière.

A sa manière, Nicolas Sarkozy a donc contribué à l'affirmation d'une autre droite. Cette clarification n'indique pas la radicalisation de la primaire mais une différenciation des lignes défendues en son sein. Ce qui est très différent. Elle est en train, qui plus est, de s'opérer aux dépens de celui qui l'a provoquée. Autant qu'on puisse en juger aujourd'hui, la ligne stratégique choisie par l'ancien Président lui permet de rester dans la partie mais sans renverser la tendance. Elle est suffisamment dure pour réaliser un score conséquent de 1er tour mais elle l'est trop, semble-t-il, pour espérer vaincre au second.

Tout cela vient rappeler qu'en 2011 déjà, lors de la primaire de la gauche, c'est François Hollande, c'est-à-dire le candidat crédible le plus éloigné des fondamentaux de son parti, qui l'avait finalement emporté. Il ne s'agit pas ici de dresser un parallèle entre le positionnement, à cinq ans de distance, de Martine Aubry et de Nicolas Sarkozy. Mais comment ne pas voir que dans une compétition qui s'adresse aux sympathisants et non aux seuls militants, c'est une forme de modération rassembleuse et non de radicalité identitaire qui donne le sentiment d'être à nouveau la martingale du succès.

2/ Les sondages vont-ils faire l'élection?

Ils dictent en tous cas le commentaire. Lorsque dans les enquêtes d'opinion, Alain Juppé caracolait en tête, certains imaginaient que Nicolas Sarkozy allait devoir renoncer à se présenter. Lorsque qu'à la mi-septembre, les écarts se sont resserrés, les mêmes ont annoncé que le favori d'hier était en train de perdre pied. Depuis qu'il a retrouvé des couleurs, c'est sa désignation fin novembre qui redevient inéluctable. Souvent presse varie... Mais une fois encore, ce n'est pas le sondage en tant que tel qui pose ici problème mais la façon dont il est lu à chaud et sans recul comme si c'était lui qui faisait le mouvement alors qu'en fait, il ne fait que l'indiquer.

Ce travers n'est guère original. Dans le cadre d'une primaire, il pèse sur la compétition plus encore que d'ordinaire. A partir du moment où les différents candidats appartiennent à la même

formation et partagent donc un socle commun de convictions, il n'est pas absurde que les électeurs les distinguent en fonction des performances électorales qui leurs sont prêtées. Qui est le favori, qui est un simple outsider et qui n'est qu'un compare? Qui est dans la course et qui ne l'est pas? Qui est le mieux à même de remporter l'élection présidentielle proprement dite, face à la gauche et surtout au Front national?

L'exercice est purement théorique. Mais imaginons un instant la manière dont la primaire de la droite serait aujourd'hui commentée par les médias et vécue par les électeurs en l'absence de tout sondage. Est-on sûr qu'Alain Juppé serait présenté comme le mieux à même de conduire son camp à la victoire finale? Comment l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy serait-elle analysée en termes d'efficacité? Bruno Le Maire est aujourd'hui celui qui conteste le plus vivement les scores qui lui sont attribués dans toutes les enquêtes d'opinion et dont ils prétend qu'elles le sous-estiment. Si celles-ci n'existaient pas, serait-il toutefois présenté de manière somme-toute assez flatteuse comme «le troisième homme» de la compétition alors que sur le papier, hors de toute indication sondagière, d'autres que lui auraient pu être ainsi distingués?

Dans une primaire, plus que dans toute autre élection, le sondage éclaire et déforme à la fois. Comme tout élément d'information, il influe sur le comportement des électeurs et cela d'autant plus que les indications qu'il fournit sont celles qui leur importent le plus. Le vrai problème que pose leur utilisation massive dans cette compétition n'est d'ailleurs sans doute pas celui qu'on dit habituellement.

Les sondages ont fait la démonstration de leur fiabilité dans les élections classiques de type présidentielle. En raison de l'incertitude sur le nombre des votants lors d'une primaire dont le caractère inédit à droite complique les opérations habituelles de redressement, ils sont d'un caractère par nature beaucoup plus aléatoire. En 2011, on a vu qu'en masse, ils avaient su mesurer les grandes tendances du vote mais sans prévoir à leur juste mesure la poussée d'Arnaud Montebourg et le décrochage de Ségolène Royal. Qu'en sera-t-il en 2016?

Plus encore qu'il y a cinq ans, les sondages rythment la campagne des primaires et déterminent le statut des candidats. Reconnaissons toutefois que cette boussole essentielle dans le choix des électeurs n'a pas encore prouvé qu'elle était d'une précision

absolue. A ce titre, ne vaudrait-il pas mieux analyser le déroulement de la campagne à partir d'autres critères portant notamment sur la spécificité de ce scrutin et la nature très particulière du corps électoral qu'il prétend mobiliser?

3/ Primaire de droite, électeurs de gauche?

Dans toute autre élection que la primaire, on sait, dès le départ, qui sont les inscrits. La campagne est donc un exercice de mobilisation d'un stock d'électeurs dont on connaît le nombre. Avec la primaire, rien de tout cela. L'inscrit est le votant. Ou, ce qui revient au même, voter, c'est s'inscrire. Dans ce système, la notion d'abstentionniste n'a plus aucun sens.

Qu'est-ce que ça change? Eh bien tout ou presque! La primaire crée elle-même son corps électoral. D'un côté, on sait d'expérience qu'elle intéresse un électorat spécifique qui est, à gauche comme à droite, celui des inclus, plus âgés, plus aisés, plus cultivés que la moyenne. Mais de l'autre, on ignore dans des proportions inédites le nombre de ceux qui iront effectivement voter. Ce n'est pas pour rien que tous les sondages effectués ces temps-ci se fondent sur des hypothèses multiples de participation avec des résultats qui, dans chacune d'entre elles, se révèlent différents.

En 2011, à deux mois du scrutin, on estimait à un million le nombre des électeurs susceptibles de participer à la primaire de la gauche. Ils furent au final près de trois fois plus. Une paille! Aujourd'hui, s'agissant de la primaire de la droite, on prétend, comme par imitation, qu'ils seront à nouveau environ trois millions. Or, vu le nombre de ceux qui se sont déjà inscrits par internet pour voter depuis l'étranger, il n'est pas absurde d'imaginer par simple projection que soit franchie, fin novembre, la barre des quatre millions d'électeurs. C'est en tous cas ce que confie désormais nombre de responsables de l'UMP et cela quel que soit le candidat qu'ils soutiennent dans la primaire.

Il a longtemps été dit et écrit qu'une participation aussi massive ne pouvait que profiter à Alain Juppé. En fait, ceux qui le prétendaient faisaient surtout l'analyse que plus le corps électoral de la primaire serait faible, plus il se rapprocherait dans son comportement de celui des militants de la droite dure et donc plus il serait en phase avec le programme de Nicolas Sarkozy. Ce qui est sans doute vrai. Mais en même temps, il y a avait en filigrane, derrière ce raisonnement, l'idée au fond assez absurde selon laquelle on peut être candidat

à une élection tout en faisant en sorte que les électeurs n'y participent guère. A-t-on jamais vu en effet un candidat maîtriser à la baisse la participation alors que toute campagne est par nature un exercice de mobilisation maximale?

Si on estime que l'hypothèse des quatre millions de votants est aujourd'hui envisageable, il convient donc de regarder qui pourraient être ces nouveaux venus. A la lecture des sondages publiés ces derniers temps, il semble avéré que ce soient en effet, pour la plupart, des supporters d'Alain Juppé. On y reviendra plus loin. Reste que pour sortir du cercle des électeurs dits inclus dont tout indique qu'ils ne lui sont pas majoritairement favorables, Nicolas Sarkozy peut avoir lui aussi intérêt à une net surcroît de participation. A condition toutefois qu'il soit le fait d'un électorat plus populaire, donc plus en phase avec ce qu'il propose dans sa campagne.

En radicalisant le débat de la primaire, Nicolas Sarkozy ne cherche-t-il à faire entrer dans le vote cette partie de l'opinion qui jusqu'à présent est resté à l'écart de la compétition? On a souvent dit qu'en agissant de la sorte, il voulait solidifier le socle de ses soutiens au sein du noyau dur de la droite. Mais celui-ci ne lui est-il pas acquis de longue date?

Pour renverser une tendance qui pour le moment ne lui est pas favorable, l'ex Président donne plutôt l'impression de vouloir rétablir une cohérence entre l'électorat de la droite et celui de la primaire, loin des biais sociologiques qu'induit habituellement cette compétition. Cela passe nécessairement par une participation plus forte dans des segments d'opinion aujourd'hui délaissés par les autres candidats. Rien ne dit que cela soit possible. Tout montre cependant que tel est l'objectif.

Pour Nicolas Sarkozy, l'enjeu est sociologique. Pour Alain Juppé, il est plus spécifiquement politique. C'est toute la question de ces électeurs dits de gauche qui passionne depuis peu les médias et dont ceux-ci prétendent qu'ils pourraient s'inviter dans la primaire de la droite. Encore faudrait-il préciser de quoi il s'agit précisément. Ces électeurs sont-ils des stratèges qui en se préparant à faire le choix d'Alain Juppé entendent seulement barrer la route à Nicolas Sarkozy? Ou sont-ils de nouveaux convertis qui se reconnaissent dans la ligne modérée ou raisonnable – comme on voudra! – défendue par le maire de Bordeaux.

Les premiers sont destinés à revenir dans leur camp d'origine lors de la présidentielle

proprement dite, une fois obtenu ce qu'ils souhaitent s'agissant de Nicolas Sarkozy. Les seconds, par contre, sont dans une logique qui doit les conduire à voter à droite, en 2017, si le candidat de celle-ci est bien celui qu'ils espèrent. En ce sens, ce ne sont plus vraiment des sympathisants de gauche, sauf à croire qu'on peut l'être encore tout en votant contre elle...

Pour le dire autrement, les uns sont, dans la primaire de la droite, des éléments perturbateurs dont on imagine mal qu'il soient suffisamment nombreux pour en modifier le résultat de manière significative. Les autres, en revanche, signalent la disponibilité d'un électorat flottant dont l'attachement à ce qui fut son camp est devenu trop faible pour ne pas être attiré par une offre alternative, pourvue qu'elle reste modérée et crédible. On retrouve là essentiellement d'anciens supporters de François Hollande qui avaient pu être séduits un moment par François Bayrou, qu'Emmanuel Macron ne laissent pas indifférents et qui trouvent avec Alain Juppé quelque chose qui, aujourd'hui, répond mieux – ou moins mal – à leurs aspirations constantes tout en étant capable de remporter la présidentielle.

Ces électeurs sont l'expression d'un courant d'opinion qui, en effet, peut assurer le succès du maire de Bordeaux, via un net surcroît de participation lors du scrutin de la fin novembre. La primaire de la droite, avec eux, peut devenir ce qu'elle prétend, c'est-à-dire également du centre et – pourquoi pas ? – du centre-gauche. Ce vote en faveur d'Alain Juppé est un premier pas assez aisé dès lors qu'il peut se justifier par un anti-sarkozysme structurel. Il montre en fait la persistance d'un phénomène d'une rare banalité: dans une élection quelle qu'elle soit, c'est en attirant des électeurs qui se retrouvaient auparavant dans le camp adverse qu'on redevient majoritaire.

Jacques Chirac en 1995 et même Nicolas Sarkozy en 2007 avaient su créer autour de leurs candidatures respectives une dynamique suffisamment puissante pour enclencher pareils ralliements dans des proportions suffisamment fortes pour peser sur le résultat final de l'élection. La nouveauté, avec Alain Juppé, est que cette capacité de rassemblement peut désormais se manifester à l'occasion d'une primaire qui n'existait pas avec ses prédécesseurs. En ce sens, les sympathisants de gauche qui disent vouloir y participer, n'en changent pas le visage mais l'expriment dans sa réalité profonde qui, potentiellement, est aussi celle du cru 2017 de la présidentielle.

III) "Le.taxi" : quand l'Etat permet aux taxis d'uberiser Uber



Alain Vidalies @AVidalies
[#Communiqué] La plateforme <http://Le.Taxi> est officiellement lancée à Paris ! <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Alain-Vidalies-avance.html> ...

Par Mounia Van de Castele



Concrètement, le piéton devra télécharger sur son smartphone l'une des quatre applications partenaires: Zaléou, MonAppliTaxi, Paris Taxis, Triperz, ou encore TedyCab, développée par Transdev. Alain Vidalies en a fait la démonstration mardi, à Paris. (Crédits : D.R.)



Mounia Van de Castele
@MoonVdc

La plateforme regroupe les données des exploitants de taxis agréés (Opendata) et permet de mettre en relation, via diverses applications pour smartphones, des personnes cherchant un taxi et les 6.000 chauffeurs ayant adhéré, à ce jour, à ce service de "maraude électronique" lancé en mars, mais manquant peut-être de médiatisation.

Place à la pratique ! En commandant lui-même un taxi via une application de téléphone portable, le secrétaire d'Etat aux Transports Alain Vidalies a lancé officiellement mardi à Paris la plateforme "le.taxi", qui permet de héler un véhicule par smartphone. "Voilà, il doit arriver dans 2 minutes", a constaté mardi le secrétaire d'Etat, penché sur l'écran d'un téléphone où s'affichait le trajet du taxi, commandé quelques secondes plus tôt et répertorié dans la plateforme électronique développée par l'Etat. "Il fallait une infrastructure numérique pour cette profession artisanale et fragmentée", a estimé le secrétaire d'Etat devant la presse et des représentants du secteur.

Maraude électronique

Pour rappel, "le.taxi" était prévue par la loi Thévenoud du 1er octobre 2014. La plateforme regroupe les données des exploitants de taxis agréés (Opendata) et permet de mettre en relation, via des applications pour smartphones, des personnes cherchant un taxi et les 6.000 chauffeurs ayant adhéré, à ce jour, à ce service de "maraude électronique" mis en place le 22 mars dernier, dans la ville de Montpellier d'abord, puis à Marseille, Aix-en-Provence, La Rochelle, Rennes et Paris.

Depuis, quelque 20.000 commandes ont été réalisées au niveau national, assure Alain Vidalies. Concrètement, il s'agit pour un client de e-héler un véhicule, au lieu d'en arrêter un physiquement dans la rue. C'est-à-dire que le client signale son besoin via l'une des applications de la plateforme (Zaléou, Triperz, MonTaxi, TaxiProxi, ou encore TedyCab) qui va alors "piocher" dans l'Opendata pour afficher - et solliciter - tous les taxis présents dans la zone. Le chauffeur intéressé accepte ensuite (ou non) la course en direct.

Aucun frais d'approche

Cependant, quelle différence y-a-t-il pour le consommateur entre e-héler un taxi de cette manière, ou à effectuer une "commande immédiate" via une application existante de taxis comme celles de Taxis Bleus ou de G7 par exemple ? Car il y en a effectivement une. Et pas des moindres. Outre le fait de permettre à l'utilisateur de noter la course, comme cela se fait déjà sur Taxis Bleus ou G7, le client ne paie aucun frais d'approche, alors que via les applications de taxis précédemment évoquées, le passager payerait des frais d'approche - plafonnés à 4 euros pour les commandes immédiates et à 7 euros pour les réservations à l'avance.

"Aujourd'hui c'est le client qui décide"

La plate-forme permet de se mettre sur un pied d'égalité en termes de tarif par rapport à Uber, pour ne pas le citer, pour la course d'approche par exemple", a assuré Isadora Verderesi, qui représentait TedyCab, l'une des applications de la plateforme dédiée aux passagers, développée par Transdev. Car "aujourd'hui c'est le client qui décide malheureusement avec la digitalisation", a-t-elle regretté.

"L'opendata est un outil pour contrecarrer la concurrence déloyale que nous subissons depuis 3 ans", a renchéri le représentant d'Alpha Taxi, un opérateur de taxis. D'où l'enjeu, désormais de convaincre un maximum de chauffeurs d'adhérer au service. "Les clients attendent qu'il y ait suffisamment de chauffeurs inscrits tandis que ceux-ci attendent qu'il y ait suffisamment de clients", note à cet égard Isadora Verderesi.

L'Union fait la force

"La question étant : comment les personnes vont s'en emparer. (...). Je ne vois pas ce qui peut empêcher le succès de l'opération, mais il faut monter en puissance", a déclaré le secrétaire d'Etat aux Transports, évoquant une nécessaire médiatisation de l'initiative: "il faut que le public soit au courant". D'où cette conférence de presse d'ailleurs...

La Fédération nationale des artisans du taxi a déjà démarché "dans différents départements" pour inciter un maximum de chauffeurs à télécharger gratuitement le service. Mais certains chauffeurs regrettent la multiplicité des applications (différentes pour les passagers et pour les chauffeurs) donnant accès à la plateforme. "Ils auraient dû créer une seule application nommée le.taxi qui aurait été la même pour les clients et pour les chauffeurs", estime ainsi un artisan présent à l'inauguration, qui regrette également la non-gratuité des applications pour les chauffeurs. "Cela varie entre 1 euro la journée sur Mon appli taxi (l'app d'Alpha Taxis) et jusqu'à trois euros la course pour certains", assurait un porte-parole d'Alpha Taxi. Selon lequel, les chauffeurs y gagneront tout-de-même par rapport aux cotisations mensuelles acquittées par les chauffeurs affiliés aux centrales de réservation, qui flirtent selon lui avec les 5.000 euros par an.

Concernant la lisibilité potentiellement affaiblie par la diversité des applications, du côté de la "start-up d'Etat" qui a développé le.taxi, on estime au contraire, que "si l'Etat avait été seul, il n'aurait pas eu les moyens de ses ambitions. D'où l'idée de multiplier les partenaires", pour la réalisation de ce projet qui a coûté 250.000 euros au contribuable et dont les frais de fonctionnement

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com